

**L'hon. George Hees (Prince Edward-Has-tings):** Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur.

**Des voix:** Bravo!

**L'hon. M. Hees:** Je suis heureux de constater la présence de ma claque aujourd'hui, monsieur l'Orateur. J'ai une question supplémentaire qui découle de celle posée par le chef de l'opposition. Comme le gouvernement a consacré un temps et des soins considérables à consulter l'industrie et à élaborer la répartition sur plus de cinq ans de l'application de ces réductions tarifaires...

**M. l'Orateur:** A l'ordre.

**L'hon. M. Hees:** ... quel en était l'objectif...

**M. l'Orateur:** A l'ordre. Le député voudrait-il poser sa question.

**L'hon. M. Hees:** J'y arrivais, monsieur l'Orateur. Quel en était l'objectif puisque, soudain, le ministre décide maintenant d'appliquer ces réductions immédiatement?

**M. l'Orateur:** A l'ordre. La question prête à controverse. Le député débat le sujet et la question n'est pas recevable.

Le député de Nanaïmo-Cowichan-Les Îles veut-il poser une question supplémentaire?

## LA SITUATION ÉCONOMIQUE

### L'AIDE AUX CULTIVATEURS DES PRAIRIES OMISE DU BUDGET

**M. T. C. Douglas (Nanaïmo-Cowichan-Les Îles):** Monsieur l'Orateur, puis-je poser une autre question au ministre des Finances? Étant donné qu'hier soir, il a parlé des dépenses supplémentaires pour le reste de l'année courante sans en mentionner aucune en vue de permettre aux cultivateurs des Prairies de faire face au prix moindre du blé et aux contingents de livraison à la baisse, devons-nous conclure que le gouvernement a décidé de n'accorder aucune aide financière aux cultivateurs de l'Ouest sous forme de paiements à l'acre ou de paiements d'appoint?

**L'hon. E. J. Benson (ministre des Finances):** Monsieur l'Orateur, le député ne devrait pas faire de telles suppositions. Il tire sans cesse de fausses conclusions.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Douglas (Nanaïmo-Cowichan-Les Îles):** Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Le ministre ne devrait pas essayer de

faire le drôle sur une question aussi grave. Il peut facilement me dire si j'ai tort ou raison de faire cette supposition. Voici ce que je lui demande: sa réponse veut-elle dire que le gouvernement a l'intention de fournir une aide financière aux cultivateurs de l'Ouest?

**M. l'Orateur:** A l'ordre. Je signale au député que sa question supplémentaire est une répétition de la première.

**L'hon. M. Hees:** Ma question fait suite à celle du chef de l'opposition.

**M. Douglas (Nanaïmo-Cowichan-Les Îles):** J'invoque le Règlement, monsieur l'Orateur.

**M. l'Orateur:** A l'ordre. Le député invoque le Règlement.

**M. Douglas (Nanaïmo-Cowichan-Les Îles):** Puis-je faire remarquer à Votre Honneur, avec tout le respect que je lui dois, que j'ai posé une question au ministre qui m'a accusé, pour toute réponse, de toujours tirer de fausses conclusions.

**Des voix:** Bravo!

**M. Douglas (Nanaïmo-Cowichan-Les Îles):** Il me semble donc, monsieur l'Orateur, que, selon le Règlement de la Chambre, j'ai le droit, si ma première hypothèse était fautive, savoir qu'on pouvait conclure de la réponse du ministre qu'aucun versement ne serait fait aux cultivateurs, de poser ma question autrement et de demander simplement au ministre si l'on doit entendre par là que les cultivateurs recevront effectivement des versements. La question me semble tout à fait réglementaire.

**L'hon. M. Benson:** J'y répondrai volontiers. Inutile de dire que nous sommes à étudier la situation des cultivateurs dans l'Ouest, et le gouvernement fera part de sa décision à la Chambre en temps voulu.

### LES RÉPERCUSSIONS DE L'AMORTISSEMENT DIFFÉRÉ PRÉVU AU BUDGET

**M. Eldon M. Woolliams (Calgary-Nord):** Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre des Finances. Elle est sérieuse et porte sur le budget. Le gouvernement s'arrête-t-il sur les répercussions économiques qu'auront les mesures budgétaires en ce qui concerne l'amortissement différé. Les projets s'en trouveront ralentis à Toronto, à Calgary, à Edmonton et à Vancouver, et le chômage en particulier augmentera dans ces régions, tout comme les loyers, déjà élevés.